



Réseau Euro-méditerranéen des droits de l'Homme

Rapport d'activités 2012-2014



Euro-Mediterranean Human Rights Network
Réseau Euro-méditerranéen des droits de l'Homme
الشبكة الأوروبية-المتوسطية لحقوق الإنسان

Copenhague/Bruxelles

Réseau Euro-méditerranéen des droits de l'Homme
(REMDH)

Vestergade 16, 2nd floor	17, rue de Londres
DK-1456 Copenhagen K	1050 Bruxelles
DANEMARK	BELGIQUE
Tél: +45 32 64 17 00	Tél: +32 2 503 06 86

www.euromedrights.org

Réseau Euro-méditerranéen des droits de l'Homme

Rapport d'activités 2012-14



EuroMed Rights – Euro-Mediterranean Human Rights Network
EuroMed Droits – Réseau euro-méditerranéen des droits humains
الأورو-متوسطية لحقوق – الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان

Table des matières

Introduction du président du REMDH et du directeur exécutif du REMDH	6
Défis et évaluation	8
Vision, mission et objectifs	10
Notre fonctionnement	12
Nos activités	20
Informations relatives à l'organisation	50
Calendrier des publications	52
Stratégie de collecte de fonds	54
Nos bailleurs de fonds	55
Membres	56

Introduction du président du REMDH et du directeur exécutif du REMDH

C'est avec plaisir que nous vous présentons le rapport d'activités triennal destiné à la 10^{ème} Assemblée générale du REMDH à Bruxelles. Le rapport met en lumière les actions du Réseau sur la base du Programme de travail adopté par la 9^{ème} Assemblée générale tenue à Copenhague en 2012.



Au cours des trois années ainsi écoulées, la région a été le témoin de transformations radicales avec une militarisation accrue des acteurs tant étatiques que non-étatiques. Des millions de réfugiés ont fui, et des milliers d'entre eux ont péri noyés en Méditerranée en raison de l'intensification des contrôles aux frontières et du refus d'accueillir ces exilés en quête d'un refuge sûr.

Cette situation a des conséquences en Europe, toujours aux prises avec une crise économique profonde et qui a été le théâtre d'attentats terroristes. Une Europe qui ferme ses frontières et qui voit se développer des politiques d'austérité aux effets dramatiques sur les populations ainsi qu'une xénophobie, une islamophobie et un antisémitisme de plus en plus inquiétants.

Durant ces trois années, la communauté internationale n'a pas su prendre les mesures qui s'imposaient pour mettre fin à l'occupation de la Palestine, aux agissements du régime syrien et aux conflits qui ont eu pour principales victimes les populations civiles ; En même temps, l'UE s'est détachée des perspectives politiques dont elle avait autrefois posé les premiers jalons en initiant, en 1995, le Partenariat euro-méditerranéen dans le cadre du Processus de Barcelone, qui fut d'ailleurs la raison première de la fondation du REMDH.

Sur cette toile de fond, les actions entreprises ces trois dernières années par le REMDH, ses membres et ses partenaires, ainsi que les actions de la société civile en général ont été plus importantes que jamais, laissant espérer un dialogue accru, une meilleure compréhension et une coopération plus efficace entre les citoyens de toute la région, au nord, au sud, à l'est comme à l'ouest – et une plus grande application des instruments internationaux des droits humains, en promouvant les principes démocratiques et la dignité humaine.

Les pages que vous allez découvrir témoignent amplement de l'importance des actions par le REMDH aux côtés de ses membres. C'est grâce à ce travail, notamment, que les droits humains, y compris les droits des femmes, font aujourd'hui partie intégrante des débats de société et ne sauraient plus en être occultés.

Ces trois dernières années, une nouvelle génération de défenseurs des droits humains a fait son entrée sur la scène poli-

tique de même qu'au sein des membres du REMDH, les femmes étant ici largement représentées ; ajoutons que les organisations œuvrant en faveur des droits humains ne sont plus aujourd'hui l'apanage des grandes villes puisqu'elles trouvent un écho dans les régions marginalisées de divers pays de la zone EuroMed. Ces développements nous permettent de croire en l'avenir et en la poursuite des travaux du REMDH.

Le présent rapport témoigne de la restructuration du travail d'organisation et de communication mené par le REMDH. Nous avons pris le parti de revenir sur les activités et les réalisations du Réseau de façon plus synthétique que lors des rapports préparés aux fins des précédentes assemblées générales. Nous espérons que les lecteurs et les lectrices sauront apprécier cette approche et nous invitons celles et ceux qui souhaitent en savoir plus sur nos activités à consulter notre site web remanié.

Michel Tubiana
Président

Marc Schade-Poulsen
Directeur exécutif

Défis et évaluation

La période de référence du présent rapport s'est déroulée dans un contexte très instable, caractérisé par un bouleversement total des paysages politiques des deux rives de la Méditerranée.

A une époque de lutte acharnée pour les libertés fondamentales, les peuples du sud et de l'est de la Méditerranée se sont lancés dans une quête visant à s'émanciper des héritages autoritaires du passé. En Tunisie, d'aucuns espèrent que le pays a entamé une phase de transition susceptible de déboucher sur une démocratie, tandis qu'en Égypte, l'armée a totalement repris le pouvoir. La Syrie est quant à elle entrée dans une guerre civile destructrice et la Libye a fait face à des conflits internes entre ses différentes factions qui ont menacé de détruire ses institutions publiques de manière imminente et quasi totale.

Dans le même temps, la crise sociale et économique a continué de ravager l'Europe. Racisme et xénophobie demeurent des aspects prépondérants sur le vieux continent et ils se traduisent par une persécution et une discrimination accrues des minorités musulmanes.

C'est donc en cette période de transformation fondamentale de l'espace euro-méditerranéen que le REMDH a poursuivi ses activités, avec la flexibilité et la vigilance requises pour s'adapter à un environnement en mutation et rester pertinent pour le travail de ses membres. Il a pour ce faire fallu développer une approche par pays diversifiée, tout en préservant l'approche fondamentale du REMDH, qui consiste à créer des environnements de travail en réseau où ses membres et partenaires peuvent se rencontrer en toute confiance et dans un esprit de reconnaissance mutuelle.

Alors que la vision régionale du processus de Barcelone pour la paix, la stabilité et le développement de la région a quasiment

disparu, le REMDH demeure un lieu important de réunion, de dialogue et d'échange sur un pied d'égalité entre les acteurs de la société civile du nord et du sud. Plus que jamais, l'identité et le mandat régional du REMDH s'appuient sur le souhait des organisations de défense des droits humains de l'UE, du sud et de l'est de la Méditerranée de travailler ensemble pour un destin commun et de partager leurs connaissances en matière de protection et de promotion des droits humains.

Évaluation

Le suivi et l'évaluation sont essentiels pour évaluer l'impact de notre travail et tirer les enseignements nécessaires des activités antérieures.

Au cours de la période de référence du présent rapport, nous avons considérablement développé nos méthodes de travail. Il s'agissait notamment de renforcer l'intégration de la communication externe dans tous nos domaines d'activité.

Nous avons systématisé les outils internes de suivi et d'évaluation, anticipé les résultats et réalisations escomptés, élaboré des indicateurs de résultat et pris note de nos réussites, dont certaines sont présentées dans le présent rapport.

Vision, mission et objectifs

La **mission** du REMDH consiste à promouvoir et renforcer les droits humains et la réforme démocratique dans la région euro-méditerranéenne. Ancré dans la société civile, le réseau développe et renforce les partenariats entre les organisations non gouvernementales (ONG), diffuse les valeurs des droits humains, les défend et renforce les capacités des partenaires locaux dans ce domaine.

En vertu des statuts du REMDH, les objectifs clés du Réseau sont les suivants :

- » Soutenir et promouvoir les principes universels des droits humains, tel qu'établis par l'ensemble des instruments internationaux.
- » Soutenir le développement des institutions démocratiques et l'État de droit, en particulier la liberté d'association, l'égalité entre hommes et femmes, le développement durable et le respect des droits économiques et sociaux.
- » Lutter contre la discrimination, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.
- » Soutenir les ONG existantes pour renforcer la société civile et soutenir, assister et coordonner les efforts de ses membres.
- » Soutenir la création d'ONG nouvelles et autonomes.
- » Soutenir et protéger les défenseurs des droits humains dont les droits sont bafoués.
- » Promouvoir l'éducation aux droits humains et agir en faveur de la paix et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- » Promouvoir le dialogue et la solidarité entre les peuples et les cultures dans la région.



Le REMDH a pour **ambition** de constituer le forum des droits humains dans la région et une source majeure de connaissances et d'action dans le domaine des droits humains et de la réforme démocratique.

Notre fonctionnement

COMITÉ EXÉCUTIF

Les membres du Comité exécutif (CE) sont élus par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans et peuvent être réélus deux fois. Les membres du CE sont également nommés en tant que référents politiques pour différents domaines d'activité, ce qui leur permet d'opérer un lien entre les groupes de travail et le CE.

Le Comité exécutif émet des directives pour les activités du REMDH et consulte les membres sur les questions importantes relatives à la politique du Réseau. Comme le prévoient les statuts du REMDH, le Comité exécutif doit comprendre un nombre égal d'hommes et de femmes. Le président et le vice-président ne peuvent en outre pas être du même sexe.

Le Comité exécutif, élu lors de l'Assemblée générale de 2012, est composé des membres suivants :

Michel Tubiana, président

Michel Tubiana est avocat, fervent défenseur des droits humains et ancien président de la Ligue française des droits de l'Homme (LDH) de 2000 à 2005. Il occupe actuellement le poste de président du REMDH (depuis 2012) et de président honoraire de la Ligue française des droits de l'Homme.



Nassera Dutour, vice-présidente

Nassera Dutour est la vice-présidente du REMDH et la référente politique du groupe de travail sur la liberté de réunion et d'association. Elle préside également le Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie.



Moataz El Fegier, trésorier

Moataz El Fegier est le trésorier et le référent politique pour le Machrek. Il représente l'Andalus Institute for Tolerance and Non-Violence Studies en Égypte. Il est membre du Conseil d'administration et président du Comité exécutif de l'Institut d'études des droits de l'Homme du Caire (CIHRS).



Alya Cherif Chammari

Alya Cherif Chammari est la directrice exécutive du Collectif 95 Maghreb égalité, Tunisie. Au sein du réseau, elle est la référente politique pour le groupe de travail sur les droits des femmes et l'égalité des genres. Elle participe au nom du réseau aux préparatifs du forum civil et des réunions ministérielles sur les droits des femmes dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée.



Anitta Kynsilehto

Anitta Kynsilehto est la référente politique pour le groupe de travail sur la migration, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Elle représente le projet de recherche sur la Méditerranée TAPRI (Tampere Peace Research Institute) en Finlande. Elle est membre du Conseil d'administration de la Finnish Peace Research Association et de la Nordic Society for Middle Eastern Studies.



Eugenia Papamakariou

Eugenia Papamakariou est la référente politique pour la discrimination et la liberté de conscience et elle fait partie du groupe de travail sur la Palestine, Israël et les Palestiniens. Elle est la secrétaire générale du Comité grec pour une société internationale démocratique (EEDDA) et est membre du groupe de l'EEDDA qui se consacre au Moyen-Orient et au monde arabe.



Isaías Barreñada

Isaías Barreñada est le référent politique pour les droits économiques et sociaux, ainsi que pour le Maghreb. Il est membre du Comité exécutif d'ACSUR en Espagne. Au niveau national, Isaías Barreñada travaille avec des associations et des syndicats en tant que spécialiste de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord dans le domaine des droits économiques et sociaux. Au niveau international, il travaille sur les droits humains des populations en situation de conflit, ainsi que sur les droits des minorités et des femmes.



Raffaella Bolini

Raffaella Bolini est la référente politique pour les questions européennes. Elle est membre du bureau de l'Associazione ricreativa culturale italiana (ARCI) et vice-présidente du Forum civique européen. Elle est également membre du groupe de liaison du Conseil international du Forum social mondial.



Søs Nissen

Søs Nissen est membre du groupe de travail sur la Palestine, Israël et les Palestiniens et référente politique pour les questions de plaidoyer. Elle exerce les fonctions de gestionnaire de programme pour la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord chez Dignity au Danemark. Elle travaille depuis dix ans avec cette ONG danoise de lutte contre la torture, afin de promouvoir les droits humains et de combattre la torture dans la région. Avant d'arriver chez Dignity, elle a œuvré pendant de nombreuses années en faveur de la solidarité et mené des activités de plaidoyer au Danemark afin de soutenir la cause palestinienne.



Ayachi Hammami

Ayachi Hammami est le référent politique du groupe de travail sur la justice. Il fait également partie du Conseil d'administration de la Ligue Tunisienne pour la défense des droits de l'Homme (LTDH) et est un membre fondateur du Collectif du 18 octobre pour les droits et libertés.



Mahmoud M. AbuRahma

Mahmoud M. AbuRahma est le référent politique du groupe de travail sur la Palestine, Israël et les Palestiniens. Il est également directeur de la communication et des relations internationales de l'Al Mezan Centre for Human Rights en Palestine.



Osman Isci

Osman Isci est le référent politique pour les activités du REMDH sur la Turquie et il fait partie du groupe de travail sur la liberté d'association et de réunion. Il représente l'association des droits de l'Homme (IHD) en Turquie et fait partie du comité de rédaction du journal Kampplatz pour lequel il rédige des articles sur les droits humains. Osman fait par ailleurs partie du Réseau de recherche sur les droits de l'homme composé d'universitaires en Turquie.



Notre fonctionnement

GROUPES DE TRAVAIL

Le REMDH a acquis une solide expérience dans la formation de groupes de travail réunissant des défenseurs des droits humains. Membres et partenaires peuvent ainsi partager leurs connaissances et leur expérience.

Les groupes de travail renforcent également la compréhension des cultures et la coopération entre le nord, l'est et le sud de la Méditerranée, ils améliorent l'efficacité des actions des membres grâce au partage de bonnes pratiques, apportent de nouveaux contacts et partenaires et renforcent les capacités des participants à travailler avec des organismes intergouvernementaux. Grâce à cette étroite coopération et interaction, les membres du REMDH acquièrent un réel sentiment d'appartenance au Réseau.

Groupe de travail sur la liberté d'association et de réunion (LAR)

La vague de protestation dans le sillage des « révolutions arabes », ainsi que les manifestations massives contre l'austérité qui déferlent sur l'Europe ont entraîné une forte présence d'hommes et de femmes dans les espaces publics, ont causé la chute de gouvernements, un changement de cap pour d'autres ou l'adoption de mesures encore plus drastiques et répressives en vue d'étouffer les protestations et de museler la critique.

Doté d'un réseau dense d'organisations membres, les membres du groupe de travail LAR ont travaillé dur pour renforcer leurs compétences dans le domaine des libertés d'association et de réunion pacifique. Ils ont rédigé des rapports novateurs, échangé de bonnes pratiques, tiré parti des activités de renforcement des capacités proposées par le REMDH et convenu d'actions de soutien aux LAR à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Groupe de travail Palestine/Israël et les Palestiniens (PIP)

Composé d'organisations membres israéliennes, palestiniennes, arabes et européennes, ce groupe de travail a élaboré une stratégie d'action visant à promouvoir le respect des droits humains et le droit humanitaire international dans le contexte du conflit israélo-palestinien.

Pour atteindre ces objectifs, le groupe de travail PIP a mené de nombreuses activités de plaidoyer, tant au niveau de l'UE que de ses États membres, ainsi que dans d'autres forums internationaux. Le groupe PIP lutte pour la fin de l'occupation du territoire palestinien par Israël et pour le droit des Palestiniens à disposer d'eux-mêmes, en garantissant le respect des droits des civils, tant israéliens que palestiniens, des citoyens palestiniens d'Israël et des réfugiés palestiniens dans les pays d'accueil.

Groupe de travail Égalité des genres et droits des femmes

Le groupe de travail sur l'égalité des genres et les droits des femmes (GTG) a constitué un forum important pour discuter de la marginalisation des femmes au sein des processus de transition dans le sillage des révolutions arabes. Le GTG s'est principalement employé à contrôler la situation dans la région et à fournir des informations aux OSC, aux décideurs politiques et aux médias par le biais de rapports, de réunions nationales, de missions de plaidoyer et d'événements publics.

En plaçant les organisations de défense des droits des femmes du nord et du sud sur un pied d'égalité, le GTG s'est surtout consacré à la lutte contre la violence et l'impunité pour les actes de violence à l'égard des femmes.

Outre son travail thématique sur l'égalité des genres et les droits des femmes dans la région, le GTG a également servi de pôle de connaissances et de ressources sur l'intégration de la dimension genre pour l'ensemble du réseau.

Groupe de travail pour la justice

Ce groupe de travail s'est consacré aux enjeux de la protection ou du renforcement du respect des droits humains et de l'État de droit, à un système judiciaire indépendant et à la nécessité de mener des réformes législatives pour sauvegarder les droits humains.

Suite aux révolutions arabes, qui ont vu la chute de plusieurs dirigeants autoritaires, il a été pendant un temps possible d'aborder de nombreuses questions en lien avec la mise en place d'une justice transitionnelle. Cet enjeu a été considéré comme primordial pour combattre les violations des droits humains antérieures et mettre en place des systèmes permettant qu'elles ne se reproduisent pas.

Groupe de travail migration et asile (MA)

La région euro-méditerranéenne est un pôle d'échange et de mobilité entre les deux rives de la mer Méditerranée mais elle assiste également à l'édification croissante de frontières et de mécanismes de contrôle de ces dernières. Au cours de la période de référence du présent rapport, le nombre de personnes noyées en mer Méditerranée, « le plus grand cimetière de la région », a considérablement augmenté et les États européens (à quelques exceptions près) ont répondu à l'accroissement des flux de réfugiés par un renforcement des contrôles aux frontières.

Le travail réalisé par les organisations membres actives sur le terrain a permis au GT MA de contrôler étroitement les évolutions politiques et les violations des droits humains commises envers les migrants et les réfugiés dans la région, notamment via la mobilisation de la société civile contre des politiques européennes toujours plus restrictives. Le GT MA a également associé ses efforts à ceux de la société civile régionale et nationale afin de permettre aux migrants et aux réfugiés de s'exprimer et de veiller au respect de leurs droits économiques et sociaux ainsi que du droit à la mobilité, tant dans la législation que dans la pratique.

Notre fonctionnement

NOS MÉTHODES DE TRAVAIL

Le travail en réseau, le renforcement des capacités, le plaidoyer, le suivi et la solidarité constituent les principales méthodes de travail du Réseau, avec une intégration transversale de la dimension genre. Le REMDH déploie des moyens efficaces pour aider ses membres, en instaurant des partenariats avec les organisations de défense des droits humains et de la société civile, en cette période marquée par des changements rapides.

Pour obtenir une liste complète de nos organisations partenaires, veuillez consulter notre page membres:
euromedrights.org/fr/membres

Travail en réseau

Le REMDH est convaincu qu'il est possible de renforcer les capacités des différents acteurs en leur permettant de se rencontrer et de partager leurs connaissances, ce qui contribue également à la promotion et à la protection des droits humains. Il convient de mettre constamment l'accent sur le travail en réseau et la communication, afin de faciliter le transfert de connaissances entre les membres et d'encourager l'élaboration de positions communes, ainsi que la création de nouveaux partenariats et initiatives. L'un des principaux atouts du REMDH est en effet sa capacité à réunir des défenseurs des droits humains issus de l'ensemble de la région euro-méditerranéenne, à savoir le Maghreb, le Machrek et l'Europe, sur un pied d'égalité.

Suivi

Le suivi de la situation des droits humains dans le cadre de ses priorités thématiques et nationales constitue la base des activités de plaidoyer et de solidarité. Les réunions des GT consistent en une table ronde autour de laquelle les membres présentent des informations concernant la situation dans leur pays. Des rapports, des bulletins d'information thématiques, des blogs, des communiqués de presse et des déclarations permettent de fournir des informations à la société civile, aux décideurs politiques et aux médias.

Renforcement des capacités

Le REMDH organise régulièrement des formations sur différents enjeux importants, dans le cadre de ses groupes de travail ou de ses programmes nationaux. Ces formations portent notamment sur le plaidoyer au niveau de l'UE, les organes conventionnels, l'intégration de la dimension genre, la législation relative à la migration et aux réfugiés, ainsi que la liberté de réunion pacifique.

Plaidoyer

Le plaidoyer est la méthode utilisée par le REMDH pour veiller à ce que les politiques et recommandations de ses membres « s'intègrent » dans les politiques et pratiques des institutions européennes, des États membres de l'UE et des partenaires du sud et de l'est de la Méditerranée. Le REMDH soutient également ses membres dans leurs propres activités de plaidoyer aux niveaux national et régional. Pendant la période de référence du présent rapport, le REMDH a en outre commencé à développer des activités dans le cadre du système des droits humains des Nations Unies, afin de renforcer le travail de ses membres au niveau national ou d'influencer les relations de l'UE et de ses États membres avec leurs partenaires méditerranéens.

Intégration de la dimension genre

Engagé en faveur de l'adoption de l'intégration de la dimension genre au titre de stratégie globale pour promouvoir l'égalité des genres au sein de toutes les structures et activités du REMDH, le Réseau a réalisé deux audits de genre au cours de la période de référence (audit de genre 2012 et audit de genre 2015).

Dans le sillage des « révolutions arabes », un nouveau plan stratégique a été adopté, comprenant un Document d'orientation sur l'égalité des genres soulignant la question de l'égalité des genres dans la lutte mondiale pour les droits humains et afin de promouvoir l'adoption de mesures de soutien aux droits des femmes et à l'égalité des genres.

Partenariats

Il est important de conclure des partenariats, dans la mesure où ceux-ci contribuent au bon fonctionnement des réseaux, des plateformes et des alliances d'organisations de la société civile dans la région euro-méditerranéenne. Le REMDH travaille donc en étroite collaboration avec de nombreuses ONG internationales, telles qu'Amnesty International, Human Rights Watch, la FIDH et l'OMCT. Le REMDH entretient également des contacts avec des forums sociaux et des organisations politiques et religieuses dans la région lorsque cela s'avère pertinent. Il maintient une coopération étroite avec la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits humains, qui a été créée par le REMDH en 2004.

Nos activités

A l'échelle régionale, ainsi que dans deux rapports novateurs, nous avons décrit la situation concernant le respect du droit de réunion pacifique dans la région. Il s'agit d'un droit qu'il convient de protéger et de promouvoir dans le contexte des révolutions arabes et des mouvements de protestation sociale en Europe. Notre travail sur le système judiciaire s'est concentré sur l'observation des procès. La société civile a ainsi pu exprimer sa solidarité envers les militants des droits humains et mettre en évidence le manque d'indépendance et d'impartialité des différents systèmes judiciaires.

Dans le cadre de nos activités sur les droits des femmes et l'égalité des genres et dans un contexte de violence accrue contre les femmes dans le sillage des révolutions et de la crise économique persistante en Europe, nous avons documenté les effets indésirables de cette violence sur l'égalité des genres dans l'ensemble de la région euro-méditerranéenne. Notre travail soutenu sur la migration et les réfugiés a mis en évidence la nécessité de protéger les droits des migrants et des réfugiés là où les frontières sont transformées en zone de haute sécurité. Il a également montré les effets des politiques migratoires européennes, appliquées par l'intermédiaire des activités intensives de l'agence de contrôle des frontières européenne, Frontex, des Partenariats de mobilité de l'UE et des accords de réadmission. Pour ce faire, le REMDH a mobilisé et formé la société civile en la matière dans le sud.

Deux des programmes régionaux que nous avons planifiés n'ont

malheureusement pas été réalisés pendant la période de référence, en raison d'un manque de financement. Le premier porte sur les droits sociaux et économiques et le second sur les discriminations, mais nous pensons qu'ils pourront être mis en place dans les années à venir.

A l'échelle nationale, nous n'avons pas ménagé nos efforts pour renforcer notre rôle de référence clé pour la société civile dans le domaine du plaidoyer auprès de l'UE sur la Palestine, Israël et les Palestiniens. Nous avons soutenu les défenseurs des droits humains syriens et renforcé leurs capacités à documenter les violations des droits humains, en particulier la violence faite aux femmes et les crimes de guerre, ainsi qu'à coopérer en matière de plaidoyer. Nous avons également mené de vastes activités de plaidoyer avec nos membres et partenaires égyptiens alors qu'ils étaient la cible de plus en plus d'attaques.

En parallèle, nous avons facilité l'accès de nos membres algériens à la communauté internationale et identifié un groupe principal de défenseurs des droits humains libyens avec lesquels nous souhaiterions travailler à l'avenir. Au Maroc, nous avons pris part à différentes activités de soutien à la société civile qui s'efforce de « traduire » la nouvelle constitution en une législation conforme aux normes internationales en matière de droits humains et aux principes démocratiques. Nous avons mené une mission d'enquête sur la situation des militants marocains et sahraouis, qui défendent pacifiquement leur droit à disposer d'eux-mêmes.

Réussites

Le REMDH a développé un cadre permettant de contrôler l'application du droit de réunion pacifique et a dressé une carte détaillée de la situation dans les pays du sud et de l'est en ce qui concerne le cadre législatif en vigueur et les violations commises.

Le REMDH a mis en évidence la situation du système judiciaire égyptien par le biais de ses activités de suivi.

Le REMDH a joué un rôle majeur s'agissant de mettre en lumière l'intensification de la violence faite aux femmes à la suite des révolutions de 2011.

Le REMDH a joué un rôle majeur dans la mobilisation de la société civile du Maghreb face aux partenariats de mobilité.

Le REMDH a contribué à accentuer l'attention des États membres de l'UE sur la catégorisation ou le désinvestissement dans le territoire palestinien occupé.

Les membres du REMDH de Palestine et d'Égypte ont formé des militants syriens quant à la documentation des violations des droits humains et les partenaires syriens sont devenus des interlocuteurs privilégiés de la Commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie.

Le REMDH a contribué à renforcer les pressions exercées sur l'Égypte concernant le harcèlement des défenseurs des droits humains et la « loi relatives aux manifestations » répressive.

Le REMDH a facilité la mise en place d'un réseau d'avocats algériens qui suivent les procès relatifs aux droits humains et il a agi en tant qu'organisme de coordination pour le travail des ONG sur l'Algérie.

Actions transversales

ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

Objectif :

Transmettre efficacement nos recommandations aux organismes internationaux pertinents

Évaluation globale

Au cours de la période de référence du présent rapport, le REMDH est parvenu à étendre ses activités à d'autres acteurs que les institutions européennes, notamment aux États membres de l'UE et aux Nations Unies.

Les principaux messages communiqués par le REMDH à ces groupes cibles se sont concentrés sur la situation des droits humains dans les différents pays, ainsi que sur la nécessité d'engager la société civile dans des actions en lien avec l'UE en faveur des droits humains et de la démocratie.

Le REMDH s'est également efforcé de renforcer ses activités de plaidoyer sur certains thèmes (liberté d'association et de réunion, justice, égalité des genres et migration), ainsi que sur la politique européenne de voisinage, comme le montrent les activités de plaidoyer approfondies menées dans le cadre des rapports annuels de suivi de la PEV en 2013 et 2014.

Le travail du département plaidoyer consistait en grande partie à garantir que les instruments de l'UE en matière de droits humains soient de plus en plus opérationnels et que la société civile remédie aux incohérences et contradictions de l'UE grâce à la formation et au renforcement des capacités.

Réussites

Nos activités de plaidoyer ont contribué à une reconnaissance systématique et significative du rôle majeur de la société civile en Tunisie de la part de l'UE, tel qu'expressément mentionné dans **les conclusions de l'UE sur la Tunisie** en février 2014 et dans la déclaration de l'UE en amont du Conseil d'association.

Le projet « **Mobiliser la société civile dans le suivi des partenariats entre l'Union européenne et la Tunisie** » illustre également l'impact du travail de longue haleine du REMDH dans le domaine du plaidoyer sur la Tunisie. Les activités de plaidoyer ont également débouché sur l'adoption de nombreux objectifs ambitieux en matière de droits humains et de démocratie dans la matrice de mise en œuvre du plan d'action UE-Tunisie, qui constituera le document de référence principal dans la mesure où il fixe les objectifs communs jusqu'en 2017.

La formation sur le plaidoyer auprès de l'UE dans le cadre du groupe de travail pour la justice d'octobre 2014 a obtenu la note élevée de 4,5/5. Les membres l'ont trouvée très utile, car elle a éclairci de nombreux doutes qu'ils avaient sur les institutions et les mécanismes de l'UE. La structure participative de la formation a été appréciée et les présentations ont recueilli des évaluations favorables pour leur clarté, leur professionnalisme et les précieuses informations pratiques qu'elles contenaient.

Cinq des neuf recommandations sur les enjeux prioritaires ont été incluses dans le mémo de la PEV sur l'Algérie de 2014, ainsi que **plusieurs recommandations relatives à Israël, à l'Égypte et au Maroc**.



Les faits marquants en 2014

- » **Huit visites de délégations de la société civile** dans les institutions de l'UE (trois délégations sur l'Égypte, deux délégations issues de Tunisie, une délégation sur l'Algérie, une délégation sur la Turquie et une délégation sur les questions de migration), trois visites dans les institutions des Nations Unies et quatre visites dans les pays du sud de la Méditerranée.
- » **Sept ateliers de formation** ont été organisés (sur des questions relatives à la PEV dans le sud, la justice, la liberté d'association/de réunion, en amont des missions de plaidoyer et une présentation sur l'UE et les opportunités de plaidoyer envers l'UE et sur les instruments de l'UE relatifs au genre).
- » **Quatre dossiers** sur des questions majeures en matière de droits humains, à savoir sur l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie.
- » **Neuf fiches d'information par pays**, qui évaluent les rapports de suivi de la PEV en 2013 et formulent des recommandations pratiques en vue des rapports de suivi de la PEV.
- » **Treize États membres de l'UE** ont été particulièrement ciblés.

Les faits marquants en 2013

- » **Dix visites de délégations de la société civile** dans les institutions de l'UE (quatre d'Égypte, deux de Tunisie, une d'Algérie, deux de Syrie).
- » **Trois ateliers de formation sur la PEV** en Tunisie, en Égypte et en Algérie, et deux présentations sur le plaidoyer auprès de l'UE au sein des groupes de travail du REMDH sur la liberté d'association et la migration.
- » **Quatre dossiers** sur des questions majeures en matière de droits humains en Tunisie, en Égypte, au Maroc et en Algérie.
- » **Cinq notes politiques** en vue du dispositif global de la PEV et des rapports de suivi.

Les faits marquants en 2012

- » Environ **500 fonctionnaires des institutions européennes** se sont rencontrés directement.
- » Participation à environ **30 séminaires réunissant des fonctionnaires de l'UE et des représentants de la société civile** sur les questions relatives aux droits humains et à la démocratie à Bruxelles.
- » Participation à des **réunions de consultation/débriefing avec des fonctionnaires de l'UE** en amont des réunions entre l'UE et ses partenaires du sud de la Méditerranée.
- » **Deux documents de position du REMDH** sur la politique européenne de voisinage renouvelée et le nouveau dispositif sur les droits humains de l'UE ont été publiés et ont servi de base pour le plaidoyer.
- » **Séminaire de haut niveau sur la Syrie** avec de hauts fonctionnaires de l'UE.

Actions transversales

TRAVAIL DE COMMUNICATION

Objectif :

Transmettre efficacement nos recommandations aux organismes internationaux pertinents

Évaluation globale

Pendant la période de référence du présent rapport, le REMDH a considérablement amélioré son travail de communication. Une vaste réforme de l'organigramme du REMDH a établi un département de communication fonctionnel. Le professionnalisme du département a été renforcé et des procédures rationalisées ont été élaborées, permettant la mise en place progressive d'une communication interne plus fluide.

De par la centralisation et la professionnalisation de la communication qui en résultent, le département de communication a donné une impulsion indispensable qui a permis au REMDH de présenter ses nombreuses réalisations et de mettre en valeur ses messages essentiels, et ce de manière plus rapide afin de favoriser un impact plus important.

Concrètement, ces efforts ont permis l'harmonisation des formulations utilisées par le REMDH, des traductions et des supports visuels. Outre le processus par lequel le REMDH espère moderniser son image, la forme et la formulation de ses messages sont constamment adaptées de manière cohérente au public visé et présentées sur des documents attrayants.

Au cours des trois dernières années, la présence du REMDH s'est de manière générale renforcée, ses messages ont été repris par un nombre croissant de médias (voir la revue de presse en annexe) et de plus en plus d'individus ont échangé et effectué des recherches sur le réseau pour obtenir des informations relatives aux droits humains.

Malgré les réussites susmentionnées, nous sommes tout à fait conscients qu'il reste beaucoup à accomplir pour continuer de faire progresser la Stratégie de communication, en particulier du point de vue de l'intérêt des médias vis-à-vis de nos activités, ainsi que du suivi plus systématique des médias, à l'aide de meilleurs indicateurs pour évaluer notre portée médiatique.



Réussites

Stratégie de communication du REMDH : Le REMDH a conçu sa première Stratégie de communication, que son Comité exécutif a politiquement approuvée (juin 2013). Cette stratégie a posé les fondements du REMDH en vue de réformer les activités de communication et de proposer un calendrier.

Un tout nouveau site Internet : Le REMDH a pu réactualiser, avec certes quelques retards en raison du congé maternité de sa directrice de la communication, sa fenêtre sur le monde extérieur. En remodelant entièrement son site Internet, en centralisant les informations relatives aux droits humains dans la région Euro-med et en offrant une vaste gamme d'outils de communication, le REMDH espère être considéré comme une référence dans le domaine des droits humains dans la région.

Positionnement numérique et présence dans les médias sociaux : conformément à la Stratégie de communication, une utilisation plus pro-active des comptes Twitter et Facebook du REMDH a permis de gagner en visibilité et de favoriser un engagement sensiblement accru auprès des OSC et des jeunes non abonnés (les abonnés Twitter ont plus que doublé au cours de la période de référence, pour atteindre plus de 9000 abonnés alors que les « J'aime » Facebook ont significativement augmenté, avoisinants 3700).

Base de données personnalisée : le REMDH s'est lancé dans l'élaboration d'une base de données personnalisée à 100 %. Il a ainsi pu définir ses groupes cibles par communication/message et moderniser sa politique de gestion des contacts et l'infrastructure informatique afférente.

Directives en matière d'image de marque et d'édition : conformément à ce qui précède, le REMDH a initié un processus de mise en valeur de son image, avec un nouveau logo et de nouveaux modèles graphiques. Le Réseau est ainsi parvenu à progressivement harmoniser ses outils de communication et ses publications, tant sur la forme que sur le fond.

Les faits marquants en 2014

- » **Lancement de la seconde partie de l'étude régionale du REMDH** sur les pratiques en matière de liberté de réunion dans la région euro-méditerranéenne (décembre) avec un événement officiel au Parlement européen, parrainée par le vice-président du PE pour les droits de l'Homme, l'eurodéputé Lambsdorff.
- » **Mission d'établissement des faits en Algérie** du 11 au 18 février, avec la visite d'environ 25 organisations membres de la société civile à Oran et à Alger.
- » **Trois tables rondes/séminaires/conférences**, 55 participants.
- » **Quatre missions de plaidoyer/visites de terrain**, 19 participants.
- » **Deux formations**, 38 participants.

Les faits marquants en 2013

- » Mise en place d'un **département de communication** et adoption d'une **stratégie de communication**.
- » Soutien régulier aux programmes du REMDH (communiqués de presse, publications, relations médias, etc.).
- » **Six campagnes de communication**.
- » **Meilleure couverture médiatique** des activités du REMDH.

Les faits marquants en 2012

- » **Présence accrue** du REMDH sur les **réseaux sociaux** (Facebook, Twitter).
- » **214 articles et déclarations politiques** (en anglais, en arabe et en français) publiés sur le site Internet et diffusés.
- » Nombreux **conférences de presse et événements publics**, organisés en lien avec les activités du REMDH (voir les chapitres pertinents).

Interventions thématiques

Au cours de la période de référence du présent rapport, le REMDH a acquis sa force et sa cohésion grâce à son organisation régionale et transnationale, considérée comme un important forum de dialogue et d'échange dans la région.

En outre, une relation permettant des allers-retours entre le travail régional et national est utile lorsque les activités thématiques du REMDH à l'échelle régionale alimentent ses activités à l'échelle nationale et vice versa. Le REMDH peut ainsi apporter des réponses diversifiées aux questions et aux situations relatives aux droits humains dans le cadre de ses domaines d'action prioritaires.

LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET DE RÉUNION

Objectif :

Renforcer l'expertise régionale et combattre les violations du droit de réunion et de manifestation pacifique dans la région euro-méditerranéenne

En exergue :

Le REMDH a énormément contribué aux pressions exercées sur l'Égypte par l'UE, afin que le pays ne ferme pas les principales ONG égyptiennes de défense des droits humains et il a attiré l'attention sur le recul des droits humains causé par la loi algérienne sur les associations afin de limiter l'impact de cette loi sur la société civile dans le pays.

Les faits marquants en 2014

- » **Lancement de la seconde partie de l'étude régionale du REMDH** sur les pratiques en matière de liberté de réunion dans la région euro-méditerranéenne (décembre) avec un événement officiel au Parlement européen, parrainé par le vice-président du PE pour les droits de l'Homme, l'eurodéputé Lambsdorff.
- » **Mission d'établissement des faits en Algérie** du 11 au 18 février, avec la visite d'environ 25 organisations membres de la société civile à Oran et à Alger.
- » **Trois tables rondes/séminaires/conférences**, 55 participants.
- » **Quatre missions de plaidoyer/visites de terrain**, 19 participants.
- » **Deux formations**, 38 participants.

Les faits marquants en 2013

- » **Cinq missions de plaidoyer, de solidarité et d'établissement des faits** en Algérie (janvier), en Turquie (février et juillet), en France (mars) et en Égypte (décembre).
- » **Une étude régionale sur la liberté de réunion dans la région euro-méditerranéenne** (décembre) et **deux réunions avec des OSC** organisées pour discuter de ses conclusions en Tunisie (octobre) et en Espagne (novembre).
- » **Un rapport sur le mouvement de protestation du parc Gezi en Turquie.**
- » **Campagnes de solidarité et de plaidoyer** en soutien au membre du CE persécuté, Osman İşçi, et à des membres égyptiens.
- » **Une mission d'observation du procès d'Osman İşçi** (avril) et **publication du rapport.**

Les faits marquants en 2012

- » **Quatre missions de plaidoyer/solidarité.**
- » Publication et lancement du **rapport national sur la liberté d'association en Algérie.**
- » Élaboration de **documents-cadres** pour l'étude régionale sur la liberté d'association et de réunion.
- » Publication de **trois bulletins d'information sur la liberté d'association et de réunion.**
- » **Campagne de solidarité et de plaidoyer** pour Osman İşçi.

JUSTICE

Objectif :

Promouvoir l'indépendance et la réforme du système judiciaire ainsi que la justice transitionnelle et garantir des procès équitables par le biais de la coopération régionale

En exergue :

Les campagnes internationales et les missions d'observation des procès menées par le REMDH ont contribué à la libération du membre du CE Osman İşçi.

Les faits marquants en 2014

- » **Deux sessions de formation** à Amman (mai) et Bruxelles (novembre), 48 participants.
- » **Huit missions de plaidoyer/visites de terrain**, dont plusieurs missions organisées en Égypte pour observer le procès du célèbre militant Alaa Abdel Fattah.
- » **Une table ronde** avec des organisations de la société civile jordaniennes qui œuvrent dans le domaine de la justice.
- » **Publication du premier rapport intermédiaire d'observation de procès** relatif au procès du célèbre militant égyptien des droits humains, Alaa Abdel Fattah (23 mai).
- » **Publication du second rapport intermédiaire d'observation de procès** relatif au procès d'Alaa Abdel Fattah (13 octobre). Le rapport rédigé par le membre du REMDH SIHRG (Groupe international d'avocats pour la défense des droits humains) conclut que le droit d'Alaa Abdel Fattah à un procès équitable a été bafoué.
- » **Cartographie des activités d'observation de procès en cours dans la région euro-méditerranéenne**, afin d'identifier les efforts déployés pour l'observation des procès, les acteurs et les stratégies.

Les faits marquants en 2013

- » **Deux sessions de formation** sur l'observation des procès et les politiques de l'UE en matière de justice à Casablanca (novembre).
- » **Deux missions** au Maroc eu égard à la Haute instance de dialogue national sur la réforme judiciaire et en Égypte sur le système judiciaire du pays.
- » **Trois tables rondes** sur le « statut quo de la justice dans la région euro-méditerranéenne », sur le « rôle des acteurs internationaux en matière de promotion de la justice dans la région euro-méditerranéenne » (Tunis, Mai) et sur « l'indépendance du système judiciaire et la justice transitionnelle dans la région euro-méditerranéenne » (Casablanca, novembre).
- » **Deux réunions de dialogue** avec des acteurs de la société civile sur les « défis et opportunités pour la promotion de la justice en Tunisie » (Tunis, mai) et sur la « réforme du système judiciaire au Maroc » (Casablanca, novembre).

Les faits marquants en 2012

- » **Séminaire régional** sur « la réforme des systèmes judiciaires dans le sillage du Printemps arabe », organisé les 11 et 12 février à Rabat au Maroc.
- » Publication du **rapport sur « Réforme des systèmes judiciaires au lendemain du Printemps arabe »**, en anglais, en français et en arabe, ainsi que de rapports nationaux en ligne sur la situation en Libye, au Maroc, en Tunisie, en Égypte, en Palestine, en Jordanie, en Syrie et au Liban.

ÉGALITÉ DES GENRES ET DROITS DES FEMMES

Objectif :

Promouvoir et protéger les droits des femmes, avec un accent marqué sur la lutte contre les violences faites aux femmes dans la région euro-méditerranéenne

En exergue :

Le REMDH a joué un rôle majeur s'agissant de mettre en évidence l'intensification de la violence faite aux femmes dans le sillage des révolutions de 2011.

Les faits marquants en 2014

- » **Un atelier de formation** intitulé « Plaidoyer auprès de l'UE pour lutter contre la violence faite aux femmes – instruments et opportunités » organisé le 20 juin.
- » **Trois fiches d'information** sur la violence faite aux femmes en Tunisie, au Maroc, et en Égypte.
- » Le 9 décembre, une tribune en anglais **sur le prochain rapport relatif aux femmes syriennes en détention** a été publiée dans le Middle East Monitor, un média en ligne très populaire comptant plus de 300 000 abonnés sur Facebook. Le 11 décembre, la version arabe de la tribune syrienne est parue dans Al-Hayat, le plus important journal panarabe.
- » **Le rapport du REMDH intitulé « droits des femmes palestiniennes dans le cadre des relations UE-Israël et UE-AP** a été publié à l'occasion de la Journée internationale de la femme (8 mars).
- » **Rapport régional du REMDH : « Violences à l'égard des Femmes dans le contexte des Transformations Politiques et de la Crise Economique dans la Région Euro-Méditerranéenne : Tendances Récentes et Recommandations en vue de l'Égalité et la Justice »** publié le 6 mars à l'occasion de la Journée internationale des femmes.

Les faits marquants en 2013

- » **Une réunion nationale** en Algérie (janvier).
- » **Une conférence régionale d'ONG** sur les violences faites aux femmes à Amman (novembre) comptant 120 participants.
- » **Forum civil euro-méditerranéen** coorganisé avec la Plateforme des ONG euro-méditerranéennes à Bruxelles (septembre).
- » Participation à la réunion préparatoire de hauts fonctionnaires de l'UE à Malaga (juin) et troisième réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée à Paris (septembre).
- » **Campagne 2013 pour la Journée internationale des femmes** (4-11 mars) : Combinaison d'un flux de tweets régulier pendant cette campagne d'une semaine, d'un article de blog publié dans un magazine paneuropéen en ligne, d'un communiqué de presse sur la JIF 2013 (8 mars) et d'une déclaration politique largement diffusée.
- » **Activités de sensibilisation et de promotion** en lien avec le Guide des médias sur le genre du REMDH.

Les faits marquants en 2012

- » **Réunions nationales** en Tunisie (27-28 février) et une conférence de presse consécutive, une autre réunion nationale au Liban (26-27 juin) et une troisième au Maroc (17-18 juillet) rassemblant plus de 50 représentants de la société civile, des chercheurs et des élus afin d'aborder les principaux enjeux de l'égalité des genres.
- » **Deux réunions de consultation** avec des militants syriens des droits des femmes à Bruxelles (12 juillet) et au Caire (6 décembre).
- » **Formation pour les militants syriens des droits des femmes** sur la manière d'aider les femmes victimes de violence, Le Caire (5-7 décembre).
- » **Mission de plaidoyer** au Caire (20-23 novembre) et réunion de lobbying à Tunis (28 février), à Beyrouth (28 juin) et à Chypre (26 avril).
- » Publication d'un **guide des médias sur le genre concernant les femmes dans les pays en transition démocratique** (9 décembre) et session de formation consécutive pour des journalistes arabes au Caire (9 décembre)
- » **Rapport d'audit sur le genre** au sein du REMDH.

DROITS DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS

Objectif :

Promouvoir et protéger les droits des migrants et des réfugiés à l'aide d'une approche régionale

En exergue :

Le REMDH a joué un rôle majeur en mobilisant la société civile du Maghreb en réaction aux partenariats de mobilité de l'UE.

Les faits marquants en 2014

- » Une **session publique** avec des OSC turques œuvrant dans le domaine de l'aide aux réfugiés avec une attention particulière sur les réfugiés en provenance de Syrie et les questions transfrontalières entre la Grèce et la Turquie le 7 novembre.
- » Une formation sur « **Les stratégies de plaidoyer auprès de l'UE – les relations UE-Tunisie dans le domaine des politiques migratoires et du partenariat sur la mobilité** » à Hammamet les 14 et 15 décembre.
- » Sessions de formation pour activistes libyens, algériens, marocains et tunisiens sur les politiques migratoires de l'UE et l'impact sur les droits des personnes migrantes et réfugiées (décembre).
- » Publication d'un rapport conjoint avec la FIDH et Migreurop « **Frontex entre la Grèce et la Turquie : La frontière du déni** » le 23 mai. Le rapport a été présenté à Bruxelles à l'occasion d'un événement auquel ont assisté 50 représentants de la société civile et journalistes.
- » Publication d'une note politique du REMDH « **La priorité au contrôle des frontières sur les vies humaines : violations des droits des migrants et des réfugiés en mer** » le 24 juin en amont du Conseil européen (26-27 juin).
- » **Participation à la campagne Frontexit** de suivi des opérations de Frontex et des violations des droits humains.

Les faits marquants en 2013

- » **Deux tables rondes** à Bruxelles sur la traite des êtres humains dans le Sinaï et la situation des victimes la traite (juin), à Rabat sur le partenariat pour la mobilité UE-Maroc dans le cadre plus large des réformes migratoires au Maroc (décembre).
- » **Trois missions** à Bruxelles (juin) afin d'effectuer le suivi de la table ronde, sur la traite des êtres humains dans le Sinaï et la situation des victimes de la traite en Égypte et en Israël, en Algérie (Maghnia) sur la situation des migrants et des réfugiés à la frontière avec le Maroc (juin), en Grèce et en Turquie pour enquêter sur l'implication de Frontex dans les violations commises à la frontière (octobre).
- » Publication et lancement d'un **rapport sur la vulnérabilité des migrants et des réfugiés à Maghnia**, à la frontière entre l'Algérie et le Maroc.
- » Publication et diffusion d'une **note politique sur l'accord de réadmission UE-Turquie** et ses implications pour les migrants et les réfugiés.
- » **Participation à la campagne Frontexit** de suivi des opérations de Frontex et des violations des droits humains.

Les faits marquants en 2012

- » **Deux missions de cartographie et de travail en réseau** (visites de terrain) en Libye (Tripoli et Benghazi) et en Algérie (Oran, Tlemcen et Maghnia).
- » **Une mission de plaidoyer** à Bruxelles.
- » **Une mission de solidarité** à Larnaca à Chypre.
- » **Deux formations** sur les droits des personnes migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile.
- » Mise à jour et publication de **fiches d'information par pays sur la migration et l'asile dans le Maghreb** (Tunisie, Maroc, Algérie et Libye) en français, en anglais et en arabe.

LE CONFLIT AU MOYEN-ORIENT, LE RESPECT DES DROITS HUMAINS ET DU DROIT HUMANITAIRE INTERNATIONAL

Objectif :

Faire du respect du droit international une priorité de l'Union européenne dans le cadre de sa politique à l'égard du conflit israélo-palestinien

En exergue :

La résolution du Parlement européen reflétait les recommandations du REMDH concernant Israël et la Palestine.

Le REMDH a contribué à renforcer l'attention des États de l'UE sur la catégorisation ou le désinvestissement dans le territoire palestinien occupé.

Les faits marquants en 2014

- » **Visite de terrain en Israël/dans le territoire palestinien occupé**, 6-16 juin.
- » **Mission de plaidoyer** en amont du sous-comité UE-Israël sur la migration et les affaires sociales (29 janvier).
- » **Deux missions de plaidoyer en Allemagne** (31 mars- 2 avril) et à Copenhague (14-15 mai).
- » **Mission de plaidoyer sur l'imputabilité et les conséquences de la guerre de Gaza, 7-9 octobre**, Bruxelles.
- » **Réunions de plaidoyer sur la minorité arabe palestinienne en Israël** (15-17 octobre à Bruxelles), en coopération avec la CIDSE, Adalah et le Forum pour la Coexistence dans le Néguev.
- » **Réunions de plaidoyer en amont des dialogues politiques UE-Israël et UE-Palestine et des rapports de suivi de la PEV**, (5-7 novembre à Bruxelles).
- » **Mission de plaidoyer sur les femmes dans les conflits armés**, 8-9 décembre à Bruxelles.

Les faits marquants en 2013

- » **Dix-sept missions/réunions de plaidoyer** dont une mission aux Pays-Bas, en Pologne, en Israël/TPO et en Italie, ainsi que diverses réunions à Bruxelles.
- » **Quatre ateliers de formation** pour des organisations de la société civile, dont un atelier annuel de plaidoyer auprès de l'UE organisé à Rome (novembre), deux ateliers de formation en Israël-TPO (mai) et un atelier de formation en Pologne (avril).
- » **Une conférence en table ronde sur l'imputabilité** organisée à Bruxelles en juin.
- » **Deux événements publics** organisés aux Pays-Bas (janvier) et en Pologne (avril).
- » **Deux rapports de plaidoyer** dont un rapport thématique sur l'UE et l'imputabilité, ainsi qu'un rapport national sur les relations germano-israéliennes.

Les faits marquants en 2012

- » Rédaction conjointe d'un **rapport annuel** avec APRODEV
- » **Cinq missions de plaidoyer.**
- » **Vingt-trois déclarations ou notes politiques** (dont certaines n'étaient pas publiques) concernant la situation en Israël et dans le TPO, rédigées soit par le REMDH, soit conjointement avec d'autres organisations.
- » **Une formation sur le plaidoyer auprès de l'UE** concernant le conflit israélo-palestinien.



Intervention nationale

Au cours de la période de référence du présent rapport, le REMDH a renforcé ses activités avec ses membres et partenaires à l'échelle nationale, sachant que même si le Réseau tire sa force et sa cohésion de sa structure régionale et transnationale, les principaux processus politiques ont toujours lieu au niveau national et bilatéral.

Le REMDH a réalisé ses programmes nationaux spécifiques sur Israël et la Palestine, ainsi que ceux sur la Tunisie, l'Algérie et la Syrie.

TUNISIE

Objectif :

Promouvoir une société civile dynamique sur l'ensemble du territoire tunisien, qui soit capable d'influencer les programmes nationaux dans le domaine des droits humains et de dialoguer avec les organismes internationaux

En exergue :

Pour des centaines d'ONG tunisiennes, le REMDH est devenu un point de référence clé pour le travail en réseau dans le domaine des droits humains et de la démocratie.

Les faits marquants en 2014

- » **Douze réunions de groupes de travail thématiques** (213 participants au total) et 35 autres événements de travail en réseau/dialogue (tables rondes, séminaires, conférences) rassemblant environ 2 800 participants.
- » **Alliance nationale pour les élections** à l'initiative de 11 ONG membres et partenaires du REMDH.
- » Le REMDH, avec le réseau Doustourna, a parcouru les régions tunisiennes pour discuter des recommandations du forum de la société civile 2013 et expliquer aux citoyens des régions les principaux défis liés à la nouvelle constitution et à la loi électorale, en ciblant environ 250 participants (100 femmes et 155 hommes).
- » **Plateforme en ligne de la société civile Jamaity**, créée par le REMDH en partenariat avec le British Council, a atteint environ 2 000 associations et 141 partenaires financiers et techniques (bailleurs de fonds compris). Le site Internet est consulté par 11 000 à 12 000 visiteurs mensuels.
- » **Douze formations** (246 participants au total) et un total de 30 visites de terrain, auxquelles ont participé quelque 500 militants tunisiens.
- » **Lancement du projet UE-Tunisie**, rassemblant environ 80 représentants des plus importantes OSC tunisiennes, avec quatre groupes de travail thématiques (égalité des genres, justice, migrations, droits économiques et sociaux).

Les faits marquants en 2013

- » Environ **quinze visites de terrain** effectuées dans plusieurs régions de Tunisie pour évaluer les besoins et les dynamiques locales et identifier les associations et initiatives locales.
- » Plus de **20 conférences** sur les enjeux principaux liés à la transition démocratique en Tunisie, avec un accent particulier sur les droits civiques et politiques.
- » **Sept événements publics** visant à utiliser les arts et la culture pour promouvoir les droits humains.
- » **Douze ateliers** pour aider la société civile tunisienne à développer une vision globale de la situation dans le pays et lancer des initiatives et actions communes.
- » **Sept sessions de formation** sur différents thèmes, dont l'objectif était de renforcer les capacités de la société civile émergente.

Les faits marquants en 2012

- » **Huit conférences et événements publics.**
- » **Deux forums régionaux de la société civile.**
- » **Un forum national de la société civile.**
- » **Six sessions de formation.**
- » **Deux missions/visites de terrain.**
- » **Trois manifestations culturelles.**
- » **Deux conférences de presse.**

ALGÉRIE

Objectif :

Consolider les organisations de la société civile algérienne et protéger les DDH

En exergue :

Un réseau d'avocats algériens menant des missions d'observation de procès liés aux droits humains a été constitué à la suite des activités du REMDH et les partenaires du REMDH sont désormais consultés régulièrement par les représentants de l'UE.

Les faits marquants en 2014

- » **Une réunion d'échange pour la jeunesse** à Hammamet avec 38 jeunes militants algériens et tunisiens (25-30 sep) sur la citoyenneté active parmi les jeunes et quatre enjeux principaux ont été mis en avant (justice et droits humains, droits des femmes, droits économiques et sociaux et culture.
- » **Une session de formation** sur le plaidoyer, la communication et les relations UE-Algérie avec le Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA) et le REMDH. Cette formation de deux jours a réuni 30 jeunes représentants d'organisations algériennes, dont des militantes.
- » Une base de données sur les DDH (mars) qui se base sur les informations recueillies par le RADDH (Réseau d'avocats pour la défense des droits humains en Algérie).
- » **Une mission de plaidoyer** en Scandinavie (mai), en amont de la 103e session de la Conférence internationale du travail (CIT). La délégation a rencontré des représentants du ministère des Affaires étrangères, des chercheurs, des représentants de syndicats et d'ONG locales à Copenhague, à Oslo et à Stockholm.
- » **Une visite de plaidoyer conjointe** à Berne et à Genève du 8 au 11 décembre, avec des représentants du CFDA et du RADDH.

Les faits marquants en 2013

- » **Deux visites de plaidoyer** à Madrid (mai) et à Bruxelles (juin) et plusieurs réunions avec des ambassades (janvier, juin et novembre).
- » **Quatre missions de plaidoyer, de solidarité et d'établissement des faits** en Algérie (janvier, juin, octobre et novembre).
- » **Deux notes d'information sur la situation des droits humains** (mai et octobre) diffusées auprès des organisations de la société civile, des médias, des gouvernements, des organismes de l'UE/ONU ; des contributions régulières destinées aux institutions de l'UE dans le cadre de la PEV.
- » Publication et diffusion de **7 contributions publiques** pour répondre aux inquiétudes relatives à la liberté de réunion et d'association, aux libertés syndicales, aux restrictions et au harcèlement des défenseurs des droits humains dans le pays, à la vérité et la justice pour les victimes de disparitions forcées dans les années 1990, aux restrictions sur les visas algériens (de janvier à décembre).
- » **Campagne de solidarité** en soutien aux militants syndicaux indépendants en Algérie avec des syndicats internationaux (novembre).

Les faits marquants en 2012

- » Réunion locale pour **la création du Réseau des avocats pour la défense des droits de l'Homme en Algérie** (RADDH), le 27 janvier.
- » **Réunion** de coordination locale des membres du **groupe de Solidarité Algérie** à Alger, le 16 juillet.
- » **Trois missions d'observation de procès**, mars-juin.
- » **Deux visites de terrain en Algérie** : 12-20 juillet et 30 oct – 2 nov.
- » **Cinq réunions avec des syndicats européens** : France, 20 fév ; CSI, 10 avril ; CES, 8 mai ; Italie, 24 mai ; R-U, 14 août.
- » **Deux visites de plaidoyer** à Bruxelles, 24-25 janvier et 10-11 avril.
- » **Événement parallèle** à Genève lors de l'EPU d'Algérie, 29 mai.
- » **Réunions de plaidoyer** avec des fonctionnaires italiens, 7-8 novembre et des fonctionnaires français, 6 décembre.

SYRIE

Objectif :

Promouvoir un mouvement dynamique des droits humains en Syrie, capable d'influencer les programmes nationaux en matière de droits humains, ainsi que la transition politique

En exergue :

Les partenaires syriens du REMDH sont devenus des interlocuteurs privilégiés de la Commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie.

Les faits marquants en 2014

- » **Treize réunions de coordination**, avec 18 organisations syriennes de défense des droits humains.
- » **Cinq ateliers de formation** pour un total de 62 DDH syriens.
- » **Trois kits d'outils de formation** en arabe et en anglais sur 1) les principes de documentation de base et les bonnes pratiques pour les chercheurs sur le terrain, 2) les principes du droit pénal international et 3) les principes du droit humanitaire international.
- » **Cinq missions de plaidoyer** (avec 18 DDH) avec des décideurs politiques clés de l'UE/ONU à Beyrouth, Bruxelles et Genève.
- » Participation active à plusieurs campagnes et événements publics, dont la campagne « Free Syrian voices » destinée à contrer les menaces dont font l'objet les militants placés en détention.
- » **Une tribune en anglais et en arabe** sur la détresse des femmes syriennes en détention. La tribune anglaise a été publiée dans le Middle East Monitor. La version arabe de la tribune a été publiée par Al-Hayat.
- » **Soutien fourni en urgence** à quatre DDH syriens en danger.

Les faits marquants en 2013

- » **Deux ateliers de formation sur la documentation des violations des droits humains** organisés en Turquie (janvier et avril) combinés à un **programme d'apprentissage à distance**.
- » **Deux ateliers de formation sur le plaidoyer** en Égypte (mars) et à Genève (juin) sur les mécanismes des Nations Unies et de l'UE dans le domaine des droits humains.
- » **Quatre visites de plaidoyer** auprès des institutions de l'UE à Bruxelles et du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève.
- » **Interventions écrites et orales** devant le Conseil des droits de l'Homme ; déclarations au Parlement européen et coordination d'initiatives conjointes auprès de la Commission d'enquête des Nations Unies.
- » Publication d'un **rapport sur « Les violences faites aux femmes, plaie béante dans le conflit syrien »** (novembre).
- » Rédaction d'un document-cadre qui présente une **évaluation commune des défis auxquels sont confrontées les organisations syriennes de défense des droits humains qui réalise un travail de documentation en Syrie**, approuvé par différents acteurs syriens et internationaux clés.

Les faits marquants en 2012

- » **Deux réunions** d'organisations syriennes de défense des droits humains à Genève (17-18 mars) et au Caire (6 décembre).
- » **Une conférence** avec des organisations syriennes de défense des droits humains situées en Syrie et à l'étranger à Bruxelles (11-12 juillet).
- » **Deux visites de plaidoyer** de DDH syriens aux **Nations Unies** à Genève (mars et septembre).
- » **Une visite de plaidoyer** de DDH syriens **auprès des institutions de l'UE** à Bruxelles (juillet).
- » **Une visite de plaidoyer à la Ligue arabe** au Caire (janvier).
- » **Deux ateliers de formation** pour les DDH syriens à Tunis (7-10 mai) et au Caire (5-9 décembre).

Informations relatives à l'organisation

RESTRUCTURATION DU SECRÉTARIAT DU REMDH

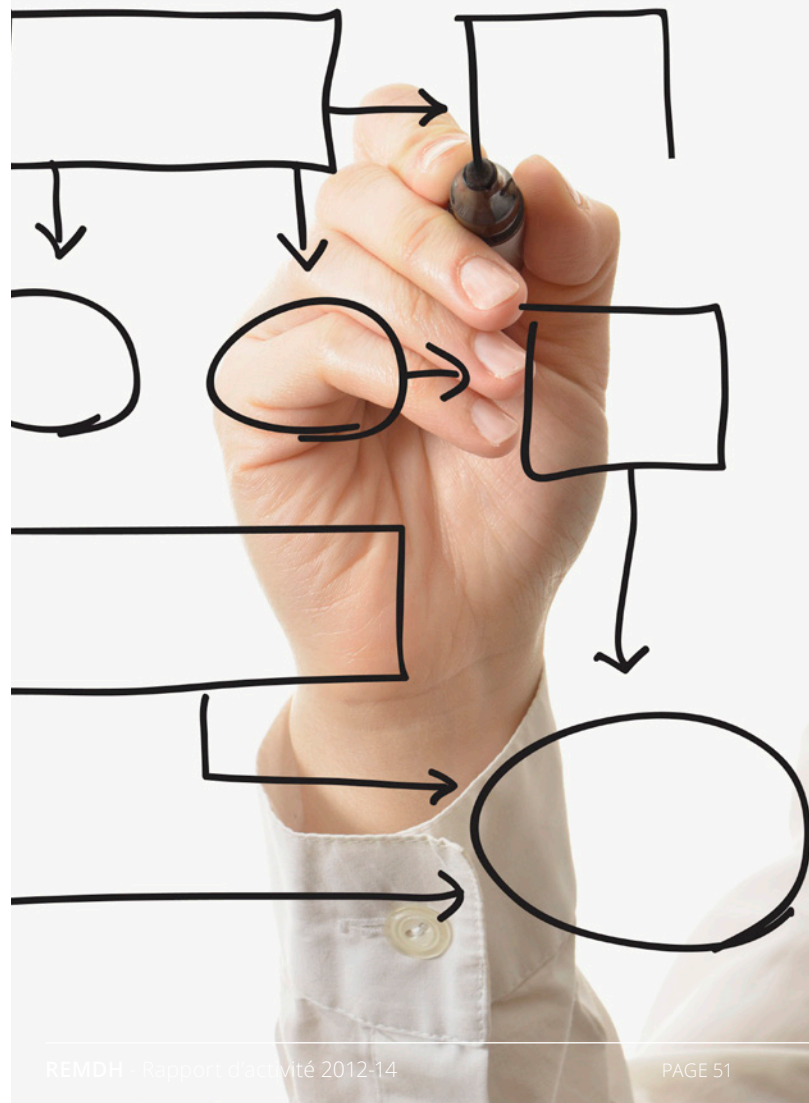
À la suite de l'adoption de la stratégie du REMDH lors de l'Assemblée générale du REMDH en 2012, le Secrétariat a continué d'appliquer progressivement les modifications de ses structures organisationnelles discutées au préalable. Les principes de la restructuration du Secrétariat comprennent une réduction du nombre de bureaux, le projet d'établir deux bureaux sous-régionaux plus importants dans le Machrek et le Maghreb, la création d'un département de communication et d'un département administratif, des ressources humaines et des finances, la redistribution des tâches entre des postes spécifiques (directeur exécutif, directeur de programme, chefs de bureaux sous-régionaux, etc.) et, à plus long terme, la création d'une unité de formation.

Le développement du bureau du REMDH à Tunis s'est poursuivi en 2013, avec la location de locaux plus spacieux et le recrutement d'un responsable administratif, financier et RH et d'un assistant administratif. En octobre 2013, ce bureau, exclusivement dédié à la Tunisie à l'origine, a été officiellement transformé un bureau sous-régional du Maghreb et il élargira progressivement ses activités au-delà des frontières tunisiennes dans les années à venir. Les décisions relatives au bureau sous-régional du REMDH dans le Machrek, établi à Amman, demeurent en suspens.

Le département de communication du REMDH a été créé ; un assistant de communication et une directrice de la communication, tous deux basés à Bruxelles, ont été engagés en avril 2013. Un chargé de communication pour les médias européens a pris ses fonctions en mars 2014, avec pour première tâche d'assurer le lien avec les médias basés en Europe et de maintenir leur intérêt pour les activités et les actualités du REMDH, en garantissant une couverture médiatique régulière et une promotion élargie des messages du REMDH. Il a également été chargé d'organiser des événements médiatiques à Bruxelles et ailleurs en Europe, conformément aux objectifs du REMDH en matière de plaidoyer.

Le département administratif, des ressources humaines et des finances du REMDH a également été établi en septembre 2013, avec une directrice à sa tête. Un nouveau responsable comptable basé à Copenhague a été engagé en septembre 2013 pour gérer les travaux financiers et la préparation des comptes. Afin de mieux refléter leurs tâches et les changements au niveau du département, les responsables administratifs basés dans les bureaux du REMDH à l'extérieur de Copenhague sont devenus des responsables administratifs, RH et financiers à compter de septembre 2013.

En parallèle, le département de plaidoyer du REMDH, basé à Bruxelles, a été remanié en 2013, avec le recrutement en janvier d'un assistant de plaidoyer et, en septembre, d'une autre chargée de plaidoyer qui gère la région du Machrek. L'autre chargée de plaidoyer, qui gérait auparavant toute la région, a réorienté son portefeuille d'activités afin de gérer exclusivement les pays du Maghreb. En outre, le projet Palestine, Israël et les Palestiniens (PIP) a été officiellement intégré dans le département de plaidoyer en 2013.



Calendrier des publications

La levée de l'état d'urgence en Algérie :
Un trompe l'œil
24 Février 2012

Dégradation continue de la liberté d'association et
de rassemblement pacifique, absence
d'état de droit
22 Mars 2012

L'UE et la minorité arabe en Israël
04 Avril 2012

Réforme des systèmes judiciaires
au lendemain du Printemps arabe
27 Mai 2012

Liberté d'association des groupes de défense des
droits des minorités en Turquie
07 Juin 2012

Guide du REMDH sur l'égalité des sexes dans
les médias: Où sont les femmes?
09 Décembre 2012

Guide de formation et kit du REMDH
sur le plaidoyer européen
15 Janvier 2013

TProcès 'Gdaim Izik'. Rapport d'observation
19 Juin 2013

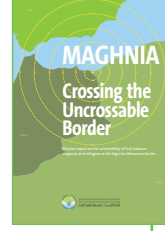
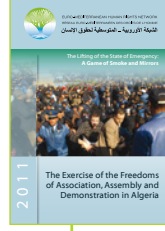
Policy brief: Accord de réadmission UE-Turquie
20 Juin 2013

Observation report: observation of the trial of
Osman İşçi, human rights defender and trade-unionist
25 Juin 2013

Report: violence against women, bleeding wound in
the syrian conflict
25 Novembre 2013

Le droit à la liberté de réunion dans
la région Euro-méditerranéenne
27 Novembre 2013

Maghnia : franchir la frontière infranchissable
18 Décembre 2013



Mission report on the protest movement
in turkey and its repression
24 Janvier 2014

Bilan- Aucun respect pour les droits de
l'homme avec Frontex
27 Juin 2014

Priorité au contrôle des frontières au mépris des vies
humaines : violations des droits des migrants et
des réfugiés en mer
28 Juin 2014

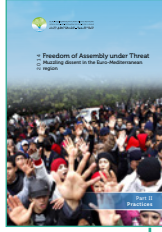
L'opposition bâillonnée : la liberté de réunion
menacée dans la région euro-méditerranéenne
08 Décembre 2014

Etats des lieux Violence envers les femmes pour
l'Egypte, la Syrie, la Tunisie et le Maroc
Novembre 2014

Etats des lieux PEV Rapport de suivi Egypte, Syrie,
Algérie, Tunisie, Maroc, Israël, Autorité palestinienne,
Liban et Jordanie
October 2014

Trial monitoring abdel fattah
October 2014

Rapport de mission: La situation des droits humains
au Maroc et au Sahara occidental
Mars 2015



Stratégie de collecte de fonds

En 2013, le REMDH a recruté un chargé de financement et de gestion des contrats, afin de **renforcer ses activités de collecte de fonds** ainsi que d'aider ses coordonnateurs de projets dans le cadre des rapports transmis aux bailleurs de fonds.

En outre, le Comité exécutif du REMDH a adopté une stratégie de collecte de fonds qui s'articule autour de trois principes généraux :

- » **Assurer l'indépendance du réseau** : le REMDH accepte les fonds de donateurs publics et privés lorsqu'ils soutiennent des activités qui entrent dans les attributions du REMDH, de son plan stratégique et de son programme de travail, et uniquement dans la mesure où le droit du REMDH d'exprimer librement ses opinions et politiques est respecté et qu'aucune condition politique n'est fixée par les bailleurs.
- » **Minimiser notre dépendance envers nos donateurs** : l'objectif du REMDH est qu'un donateur ne finance pas plus d'un tiers de l'ensemble de ses activités.
- » **Garantir notre viabilité financière** : le REMDH souhaite constituer des fonds de réserve, lorsque les donateurs l'approuvent, afin de pouvoir les utiliser lors de périodes de transition où les financements sont restreints.

Nos bailleurs de fonds

Le REMDH souhaiterait rendre hommage et remercier les bailleurs de fonds suivants pour leur soutien financier :

- » SIDA
- » Programme de Partenariat Dano-Arabe
- » Commission européenne
- » Agence espagnole de coopération internationale au développement
- » Église de Suède
- » Open Society Institute
- » Ministère norvégien des affaires étrangères
- » Fondation Ford
- » CCFD Terre Solidaire



Membres

L'un des principaux objectifs du REMDH est de veiller à ce que ses membres représentent des acteurs importants de la société civile sur le terrain et qu'ils participent à la mise en œuvre des activités du REMDH.

L'Assemblée générale est l'occasion de souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres dotés d'une solide expérience et de se séparer des organisations qui ne sont plus actives dans le cadre du REMDH.

Au cours des trois dernières années, le CE a reçu des candidatures de la part des organisations suivantes et il recommande à l'Assemblée générale de les accepter.

Membres réguliers:

- » Center for Egyptian Women's Legal Assistance (CEWLA)
- » Center for Legal Aid - Voice in Bulgaria
- » Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux
- » Helsinki Citizens' Assembly
- » La Ligue de l'Enseignement
- » New Woman Foundation (NWF)
- » Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP)
- » Organisation syrienne des droits de l'homme (Swasiah)

Membre Associé

- » L'institut de l'Ordre International des Avocats pour la Défense des Droits de l'Homme (IBAHRI)

Les organisations suivantes ont soit cessé de coopérer avec le REMDH, soit cessé toute activité relative aux activités et aux objectifs fixés dans les statuts du REMDH, ou bien n'ont pas honoré leurs obligations financières.

Membres réguliers:

- » Conseil National pour les Libertés en Tunisie (CNLT), Tunisie
- » Centre pour la liberté des médias (CMF MENA), Maroc
- » LADH, Algérie
- » La ligue libyenne pour les droits de l'Homme, Libye
- » Rene Moawad Foundation, Liban
- » Rights and Freedom Association, Chypre

Membres associés:

- » PENAL REFORM INTERNATIONAL, R-U
- » Euro-Arab Dialogue from Below, Pays-Bas
- » Service international pour les droits de l'Homme, Suisse
- » Iraqi Human Rights Association (IHRS), Danemark
- » Article 19 International Center Against Censorship, R-U
- » Foundation for International Studies, Université de Malte, Malte

Pour la liste complète des membres actuels du REMDH, voir page 58.

Membres Réguliers

ALGERIE Collectif des Familles de disparus en Algérie • Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme • SNAPAP **AUTRICHE** Fondation Bruno Kreisky **BULGARIE** Voice in Bulgaria **CHYPRE** Action pour l'égalité, le soutien et la lutte contre le racisme • Institut méditerranéen pour les études de genre **DANEMARK** Institut danois pour les droits de l'Homme • Dignité • KVINFO **EGYPTE** CEWLA • Institut Andalous pour l'étude de la tolérance et la lutte contre la violence • Fondation Nouvelles Femmes **ESPAGNE** ACSUR Las Segovias Association pour la coopération avec le Sud • Fédération des associations pour la défense et la promotion des droits de l'Homme • Institut Catalan des droits de l'Homme • Solidarité pour le développement et la paix **FINLANDE** Institut de recherche sur la paix de Tampere **FRANCE** Fédération tunisienne pour une citoyenneté des deux rives • Ligue des droits de l'Homme • La Ligue de l'Enseignement • Fédération Nationale Solidarité Femmes **GRECE** Comité grec pour une société démocratique internationale • Conseil grec pour les réfugiés **IRLANDE** 80:20 Agir et éduquer pour un monde meilleur **ISRAEL** Adalah Le centre légal pour les droits de la minorité arabe en Israël • Association arabe pour les droits de l'Homme • B'Tselem • Comité public contre la torture en Israël **ITALIE** ARCI • Conseil italien pour les réfugiés **JORDANIE** Centre d'Amman pour l'étude des droits de l'Homme • Institut solidarité féminine mondiale • Mizan - Groupe d'avocats pour les droits de l'Homme

LIBAN Organisation palestinienne des droits de l'Homme au Liban • Institut pour les droits de l'Homme - Association du Barreau de Beirut • Centre libanais pour les droits de l'Homme **MALTE** Académie méditerranéenne d'études diplomatiques **MAROC** Association démocratique des femmes marocaines • Association marocaine des droits de l'Homme • Espace Associatif • Organisation marocaine des droits de l'Homme **PALESTINE** Al Mezan - Centre pour les droits de l'Homme • Al-Haq • Centre palestinien pour les droits de l'Homme • Centre d'aide légale et de conseil pour les femmes **ROYAUME-UNI** Comité des droits de l'Homme du barreau en Angleterre et Pays de Galle • Centre pour les droits de l'Homme • Groupe international des procureurs des droits de l'Homme **SUEDE** Kvinna till Kvinna **SYRIE** Comité de défense de la démocratie, des libertés et des droits de l'Homme en Syrie • Centre de Damas pour l'étude des droits de l'Homme • Organisation syrienne pour les droits de l'Homme (Swasiah) • Centre de Damas pour l'étude des droits théoriques et civiques **TUNISIE** Association tunisienne des femmes démocratiques • Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux • Ligue tunisienne des droits de l'Homme • Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie **TURQUIE** Association des droits de l'Homme • Assemblée des citoyens d'Helsinki

Membres Régionaux

Assistance aux réfugiés africains et du Moyen-orient • Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme • Collectif 95 Maghreb Egalité • Institut arabe pour les droits de l'Homme • Réseau arabe pour l'information sur les droits de l'Homme • Association européenne pour la défense des droits de l'Homme

Membres Associés

Amnesty international • Association pour la prévention de la torture • Institut pour les droits de l'Homme - Association internationale du Barreau • Fédération internationale pour les droits de l'Homme • Human Rights Watch • Comité norvégien d'Helsinki • Organisation mondiale contre la torture

Membres Honoraires

Kamel Jendoubi • Wadih Al-Asmar • Marie Lavrentiadou • Emrah Seyhanlioglu • Lone Lindholt • Eva Norström • Iain Byrne • Theocharis Papamargaris • Driss El-Yazami • Bahey El-Din Hassan • Annette Jünemann • Samira Trad • Christina M. Merkel • Madjid Benchikh • Khemaïs Chamhari • Georges Assaf • Anna Bozzo-Curti



EuroMed Rights – Euro-Mediterranean Human Rights Network
EuroMed Droits – Réseau euro-méditerranéen des droits humains
الأورو-متوسطية لحقوق – الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان